



Village revendicatif de la santé, mardi 16 juin 2020 à partir de 10h30 Place de Catalogne. PERPIGNAN

La crise sanitaire a confirmé le manque de moyens que les soignants dénoncent depuis des années (70 000 lits supprimés en 15 ans). Présentés comme un coût et non comme un bien commun, les hôpitaux publics doivent se plier au critère de la rentabilité. Avec la gestion à court terme, des produits essentiels, masques, gants, surblouses ou médicaments ont souvent manqué !

L'État accorde 300 milliards de crédit garantis à des grandes entreprises privées qui licencient, il détruit le code du travail (augmentation du temps de travail, baisse des salaires...) mais il ne cède rien au système public de santé : pas d'abolition de la dette des hôpitaux, pas d'annulation des suppressions de postes et lits prévus. La promesse d'une hausse des salaires s'accompagne de la volonté de remettre en cause les 35h, le « travailler plus pour gagner plus » en continuant à supprimer des postes !

Le 16 juin, aux côtés des soignant-e-s, qui appellent l'ensemble des usagers à les rejoindre exigeons la réouverture de services et de lits partout en France, un plan de recrutement massif et l'augmentation des salaires.

Avec les personnels de santé, c'est la Fonction publique dans son ensemble que l'on défend !

Alors qu'en plein confinement de nombreux-ses agent-e-s ont été les « premier-e-s de corvée » pour assurer la continuité de services essentiels, le gouvernement n'a pas renoncé à mettre en œuvre la loi de transformation de la fonction publique.

Depuis le 1^{er} janvier les employeurs publics peuvent utiliser le dispositif de rupture conventionnelle pour inciter les agents à quitter la fonction publique et réduire ainsi les effectifs. Désormais les représentant-e-s du personnel en CAP ne peuvent plus émettre d'avis sur les mutations, et bientôt ils/elles ne pourront plus le faire concernant les promotions.

Alors que l'application de la loi a été ralentie par la crise sanitaire, montrons notre détermination à :

- **Demander des créations massives de postes et la titularisation des non titulaires.**

Le chômage explose et le pays a besoin de services publics de qualité accessibles à tou-te-s.

- **Refuser l'augmentation de la précarité et la destruction du statut de fonctionnaire.**

« Ce que la crise révèle principalement c'est la notion d'intérêt général, de bien public... On ne peut donc plus accepter la politique conduite jusqu'ici qui a fait de la santé un bien de consommation comme un autre, sujet aux économies du « New public management » sans ménagement. On ne peut plus accepter que le bien public d'intérêt général soit soumis aux lois du marché... »

Il en est évidemment de même pour l'éducation, la formation et la recherche !

La FSU66 appelle tous les personnels et les citoyen-ne-s à faire du 16 juin une première grande journée nationale d'action pour la défense et le développement de l'hôpital public, et par là même des services publics en général, en participant aux manifestations avec les soignant.es.